

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 NÎMES

NÎMES, le 06/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GONTERO GRANULATS**

2 boulevard Edouard Herriot  
BP 50030  
13500 MARTIGUES

Références :  
Code AIOT : 0006600707

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2022 dans l'établissement GONTERO GRANULATS implanté au lieu-dit "Les Euzières" 30150 ST GENIES DE COMOLAS. L'inspection a été annoncée le 09/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est réalisée dans le cadre du PPC pour lequel la périodicité d'inspection est annuelle pour ce site. Outre le suivi de la mise en oeuvre des réponses à la dernière inspection, les thématiques ont concerné le suivi environnemental des émissions de poussières (art.19.5 à 19.5 de l'AM du 22/09/94), la réalisation des tirs de mines (art. 11 de l'AM du 22/09/94), le plan de la carrière (art. 15 de l'AM du 22/09/94) et les dispositions de l'APC du 2/10/19, notamment ses articles 3 et 4.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GONTERO GRANULATS
- Les Euzières 30150 ST GENIES DE COMOLAS
- Code AIOT : 0006600707
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est autorisée par AP du 4 août 1994 pour la production de matériaux calcaires destinés

principalement au marché du BTP (béton prêt à l'emploi ou préfabriqué) local. La production maximale autorisée est de 800 kt. L'an dernier, la production effective a atteint environ 40 kt. Le site accueille également une installation de traitement fixe et des installations de stockage et de transit de matériaux.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suivi environnemental des émissions de poussières (art. 19.5 à 19.9 de l'AM du 22/09/94)
- Tir de mines (art. 11 de l'AM du 22/09/94)
- Dispositions des articles 3 et 4 de l'APC du 2 octobre 2019 concernant la surveillance du site,
- Plan annuel de la carrière (art 15 de l'AM du 22/09/94)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Surveillance	Arrêté Préfectoral du 02/10/2019, article 3	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Explosifs	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Poussière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19,5	/	Sans objet
4	Surveillance	Arrêté Préfectoral du 02/10/2019, article 4	/	Sans objet
5	plan	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a mis en évidence 2 sujets nécessitant des réponses, demandés à l'issue de la visite à l'exploitant ou proposés à la suite de la vérification du rapport GEOTEC transmis lors de la visite.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Poussière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19,5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance environnementale
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Pour les exploitations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa, implantés sur un nouveau site, une première campagne de mesures effectuée dans le cadre de l'étude d'impact avant le début effectif des travaux, permet d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le rapport PRONETEC portant sur le suivi environnemental réalisé en 2021. Le bilan des résultats montre une situation conforme des émissions de poussières concernant l'activité de la carrière par rapport aux articles 19.5 à 19.9 de l'AM du 22 septembre 1994.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Explosifs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, abattage à l'explosif
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans le cas où l'abattage du gisement est réalisé avec des substances explosives, l'exploitant définit un plan de tir. L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs. Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le plan de tir concernant le dernier tir réalisé le 12 septembre 2022. S'agissant de l'information préalable de la DREAL, le plan concernant la zone de tir n'a pas été transmis. Il est demandé à l'exploitant de corriger en adressant ce plan. Les points 3, 7 et 9 de la procédure de réalisation de tir mise en place par l'exploitant, datée de novembre 2016, ont été vérifiés. Les différents éléments de ces points sont bien présents dans le dossier et n'appellent pas de remarque. Concernant le bilan des mesures de vibration, la mesure réalisée sur le pic rocheux à proximité de l'habitation la plus proche (qui selon l'exploitant n'a pas autorisé la réalisation des mesures dans sa propriété) montre un résultat conforme tant au niveau de la vibration que sur la pression acoustique mesurés.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2019, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, sécurisation des fronts
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant s'assure de la sécurisation des fronts :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- par une inspection approfondie de l'ensemble du site et de ses abords, tout en se concentrant tout particulièrement sur les fronts, réalisée deux fois par an par un expert dont le choix est soumis à l'avis de l'inspection,</li> <li>- par une inspection du front abattu et des autres fronts de taille, permanents et talus (intérieurs et extérieurs au site) réalisée par le personnel qualifié et formé de la société GRANULATS GONTERO après chaque tir de mines.</li> </ul> <p>Si l'inspection des fronts montre des risques d'instabilité, l'exploitant prescrit la réalisation de travaux de purge qui sont rapidement effectués en les confiant à une entreprise spécialisée oeuvrant dans les règles de sécurité les plus strictes.</p> <p>La surveillance de l'exploitation est réalisée à deux niveaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une surveillance des zones sensibles par suivi topographique de dix-huit plots de référence et de cinq fissuromètres (étriers métalliques type LCPC scellés dans la roche,</li> <li>- une surveillance générale des fronts d'abattage comprenant un relevé de fracturation couplé à un suivi photogrammétrique.</li> </ul> <p>La fréquence minimale des relevés retenue pour la surveillance des zones sensibles et la surveillance générale des fronts (qui font l'objet d'une seule et même intervention) est de deux par année. Toutefois, cette fréquence peut être accrue si des phénomènes singuliers étaient observés par l'exploitant (chutes de blocs, apparition de fissures, etc).</p> <p>L'approfondissement à la côte 40 devra être accompagné d'un programme spécifique de surveillance de la stabilité des fronts comparable à celui mis en œuvre pour l'exploitation actuelle par la pose de 3-4 fissuromètres et d'une dizaine de repères topographiques supplémentaires.</p> <p>Les résultats de ces contrôles sont enregistrés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>A titre préventif, il est mis en place au pied de chaque front, un piège à cailloux de 2 m de hauteur environ, 2 m de distance latérale du pied du front et dont la largeur est adaptée à la chute des blocs attendus.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a adressé le bilan des vérifications semestrielles de contrôle de la stabilité de la carrière établi pour l'année 2021 par GEOTEC, prestataire spécialisé historique de cette surveillance. Les 2 rapports mentionnent en conclusion des vérifications: l'absence de réalisation de mesures particulières mais relèvent des phénomènes d'érosion de zones pouvant conduire à des risques de chute de matériaux. A la demande de l'inspection, le prestataire a confirmé les conclusions de ces rapports par courrier du 21 mars 2022 qui n'entraînent pas d'autres actions.</p> <p>Pour l'année 2022, le rapport de surveillance effectuée le 20 juillet 2022 a été transmis au cours de la présente inspection. Un examen de ce rapport, a posteriori de la visite, a été réalisé. Le rapport relève que 3 repères de mesure sur les 30 installés, en partie Sud, 2 d'entre eux étant voisins, montrent un déplacement supérieur à 1 cm, valeur de référence retenue pour la précision de la méthode de mesure, entre 2020 et 2022. Le rapport conclut néanmoins à l'absence de mouvement significatif.</p> <p>L'exploitant réalise également un suivi visuel de l'état de la carrière et des zones impactées après chaque tir. Cette vérification visuelle est tracée et conservée par l'exploitant.</p> <p>Le site est équipé de 30 plots de mesure et de plusieurs fissuromètres. Par courrier du 17 mai 2020, GEOTEC précise que le dispositif mis en place en 2002 des fissuromètres n'a pas détecté de mouvement et qu'il est moins efficace et adapté que la surveillance mise en place, à cause de l'exploitation du site. Ainsi, le prestataire spécialisé indique qu'aucun autre fissuromètre n'a été installé en référence à la prescription de l'APC.</p> <p>Enfin, des systèmes de pièges à cailloux sont présents. Néanmoins, l'inspection considère que certains d'entre eux pourraient être renforcés.</p> <p>De ces différents éléments, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de faire réaliser le second rapport d'inspection de GEOTEC avant mi-novembre et d'adresser au plus tôt les résultats de ce rapport,</li> </ul>

- d'améliorer et de renforcer les pièges à cailloux mis en place afin de mettre en conformité avec les dispositions de l'APC,
- proposer un porter-à-connaissance pour demander le retrait de la mise en place des fissuromètres avec les éléments de justification appropriés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 4 : Surveillance des eaux souterraines

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/10/2019, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, contrôle piézométrique

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Un suivi de la piézométrie associé à l'instrumentation par un enregistreur de niveau du piézomètre (figuré sur le plan joint en annexe 1) au pas du temps de 1 h00 est instauré.

En outre, un suivi qualitatif est mis en œuvre suivant une fréquence semestrielle sur les paramètres suivants :

pH – température – conductivité – turbidité – hydrocarbures totaux – nitrates – nitrites – ammonium

Le résultat de ces mesures est enregistré et tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Toute anomalie caractérisant une évolution défavorable de la qualité des eaux doit être portée à la connaissance de celle-ci.

**Constats :** Les mesures relatives au suivi qualitatif des eaux du piézomètres sont réalisés de façon semestrielles et portent sur les paramètres fixés. Il n'est pas constaté de variations notables de ces paramètres. L'exploitant indique qu'il souhaite solliciter une modification du pas de temps de la mesure en continu du niveau au regard des données importantes et des résultats déjà produits.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : plan

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mise à jour annuelle du plan

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,

- les bords de la fouille,

- les courbes de niveau ou côte d'altitude des points significatifs,

- les zones remises en état,

- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales,

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.

**Constats :** Le plan a été établi version février 2022. Il n'appelle pas de remarque.

**Type de suites proposées :** Sans suite